

que, le jour où vous retournerez en Europe, ou si, pour tout autre motif, vous ne vouliez plus rester en possession dudit palais pour la maréchale Bazaine, la nation reprendra le domaine, le Gouvernement s'obligeant, en pareil cas, à donner à la maréchale Bazaine, comme dot, la somme de cent mille piastres.

« Votre très affectionné.

« MAXIMILIEN.

« CASTILLO-ALMONTE ».

Ce magnifique palais et tout ce qu'il contenait devenait ainsi la propriété du Maréchal et de sa femme; aussi je ne regrettai pas, alors, par les transformations que j'avais fait subir à son parc, de lui avoir donné une plus-value importante, mais je le regrette à présent. En effet, cette résidence de grand seigneur devint, paraît-il, après la chute sanglante de son généreux donateur, la proie d'un Mexicain qui avait ourdi et dirigé la trahison de Maximilien, à qui elle fut donnée par Juarez en acompte sur la somme promise au traître Lopez.

La nation mexicaine avait bien l'obligation de rembourser cent mille piastres à la maréchale Bazaine, mais naturellement elle s'en dispensa. Peut-on lui en faire un reproche? Pourquoi pas?

CHAPITRE XVII

COMPLICATIONS INTÉRIEURES et EXTÉRIEURES

Du 1^{er} Juillet au 1^{er} Septembre

Accalmie dans les relations entre l'Empereur et le Maréchal. — Hostilité des Américains. — Incidents de la frontière américaine. — Inquiétudes à Paris. — Rapports du Maréchal. — Armée américaine. — Situation à l'intérieur. — Récriminations de Maximilien. — Incident d'un préfet et du colonel Van der Smissen. — Désordre dans les administrations. — Missions scientifiques. — Général de Thun. — Le Gouvernement américain à Paris. — Instructions de l'empereur Napoléon. — Occupation de Chihuahua. — Evacuation de cette ville. Conséquences. — Incident Brincourt. — Rôle du général Douay. — Situation difficile du Maréchal. — Rumeurs malveillantes. — Le ministre de France, M. Dano. — Les fonctionnaires financiers mexicains. — M. Langlais. — Générosité du Maréchal envers la cassette impériale. — Forcement de caisse.

L'événement survenu dans la vie privée du Maréchal, et caractérisé par les excellents sentiments de Maximilien à son égard, pouvait faire espérer que les bonnes relations officielles seraient maintenues. Il y eut, en effet, une accalmie dans les dissensions politiques, due, sans doute, à la conclusion du fameux deuxième emprunt si impatientement désirée par le Gouvernement aux abois. Cet emprunt, souscrit à Paris, grâce aux efforts du Gouvernement français, intéressé directement puisqu'il allait prélever sur ces fonds une partie des sommes à lui dues par le Mexique, cet emprunt, dis-je, allait produire 250 millions. Ce fut un mirage de fortune pour le gouvernement et la

cour au Mexique; aussi la bonne humeur régna-t-elle pendant quelque temps.

L'accalmie, cependant, ne fut pas de longue durée; il fallait enfin aborder les questions vitales qui n'avaient encore pas fait un pas vers la solution, mais allaient faire renaître la discorde entre le Gouvernement et le Maréchal.

Parmi ces questions, la plus sérieuse, peut-être, était celle soulevée par la politique extérieure, de graves événements se produisant au dehors. Depuis le début de notre intervention au Mexique, les Américains avaient toujours témoigné leurs sympathies à la cause de Juarez et avaient même clandestinement favorisé l'envoi de ressources matérielles et financières destinées à soutenir et à prolonger la lutte qu'il entretenait sur le territoire mexicain. Tant que dura la guerre de Sécession, on s'était attaché à sauver les apparences; mais depuis que les Confédérés avaient dû succomber dans la lutte, que les généraux sudistes avaient capitulé, le Gouvernement de Washington, devenu libre, pouvant se consacrer sans réserve à la conduite de sa politique au Mexique et à la surveillance attentive des événements, son attitude se modifia sérieusement, ne cachant qu'avec peine l'appui qu'il donnait à Juarez et laissant clairement voir son hostilité à l'égard de l'Empire de Maximilien, qu'il se refusa toujours à reconnaître.

Le voisinage des partis sur la frontière mexicaine devenait plein de périls, et, pour nous, des incidents susceptibles de nous attirer des difficultés avec Washington, pouvaient surgir aussi bien du fait des Fédéraux vainqueurs que des Confédérés vaincus. Les armées de ces derniers avaient été acculées au Texas, une partie même sur la rive du *Rio del Norte*, frontière du Mexique où, dans une région, se trouvaient les troupes de Juarez, et ailleurs les forces françaises et impériales, notamment dans la partie inférieure du fleuve. Dans cette zone, à petite distance de l'embouchure, se trouvait Matamoros, place fortifiée occupée par des troupes impériales sous le commandement du général Mejia, un vieil Indien,

plein de talent, d'énergie et de dévouement à la cause de l'Empire et de l'intervention.

En face, sur l'autre rive, était Brunswille, place américaine. Cette sorte de promiscuité optique, qui pouvait à chaque instant devenir matérielle, était fort dangereuse.

Du reste, peu après la reddition des principaux généraux confédérés, le Maréchal fut, pendant un instant, très inquiet sur la détermination qu'on prêtait au général Slaughter, commandant une quarantaine de mille hommes. Celui-ci, acculé à la frontière mexicaine, eut un moment la pensée de la franchir et de pénétrer au Mexique pour échapper au désarmement qu'il allait subir en restant au Texas, sur le territoire américain. Cet événement pouvait motiver une poursuite des troupes fédérales et peut-être amener un conflit avec les troupes impériales et même françaises. Le Maréchal vit le danger. Il envoya aussitôt des émissaires au général Slaughter pour l'informer qu'il ne pourrait pénétrer en armes sur le territoire mexicain et que s'il opérait ce mouvement, il devrait déposer les armes en franchissant la frontière. En outre, afin d'éviter toute immixtion du drapeau français dans ces affaires délicates, il rappela aussitôt un détachement français établi à Matamoros et le replia à l'intérieur, à une distance telle de la frontière qu'il fut hors de tout conflit.

Le général confédéré tint compte des observations du Maréchal, mais on resta toujours menacé de son intrusion avec ses troupes non armées, et on craignit que les Fédéraux ne le poursuivissent; ce qui n'était pas leur droit, mais, le cas échéant, ce qu'il serait délicat, même dangereux d'empêcher. Si un gros incident de cette nature ne se produisit pas, d'autres de moindre importance eurent lieu, risquant de nous créer les plus graves complications.

Le général Slaughter ne voulant pas laisser son matériel d'artillerie aux mains des Fédéraux, n'étant pas disposé non plus, pour plaire à ceux-ci, à les donner à Juarez, et supposant qu'il ne pouvait pas davantage les remettre aux

Français ou aux troupes de Maximilien, trouva et adopta une quatrième solution. Il fit porter le matériel d'une batterie sur la rive mexicaine à quelque distance de Matamoros et l'abandonna dans un endroit désert. Mais le général Mejia, commandant Matamoros, ayant appris le fait, pour éviter que ces canons ne fussent pris par les partisans de Juarez, les envoya chercher et amener à Matamoros, sans se douter des conséquences de cette mesure.

Heureusement il en rendit compte au Maréchal. Celui-ci comprit aussitôt la gravité de l'incident; il en informa Maximilien et obtint de lui l'autorisation de faire remettre ce matériel au général commandant les troupes américaines. Ce qui fut fait, fort à propos du reste, car le général Brown, commandant la place de Brunswill, avait eu connaissance de l'affaire des canons et en avait avisé le Gouvernement de Washington. Celui-ci ne voulant, en aucune façon, entrer en relations avec le Gouvernement de Maximilien, qu'il ne reconnaissait pas, porta plainte immédiatement au cabinet des Tuileries, qui fut fort préoccupé de cette affaire dont il n'avait pas encore connaissance. Heureusement que, peu après, notre ministre à Washington, M. de Montholon, qui venait de quitter le poste de Mexico, fut promptement informé de la solution donnée spontanément par le Maréchal et calma sur place les émotions malveillantes des Américains.

Lorsqu'à Paris on reçut le compte rendu des faits par le rapport du maréchal Bazaine, en date du 10 juin, en même temps qu'arrivait par New-York la nouvelle de la solution qu'il y avait donnée, on fut rassuré et on lui sut le plus grand gré d'avoir résolu la difficulté et empêché, contrairement à ses habitudes professionnelles, ces canons inconséquents de mettre le feu aux poudres.

Malheureusement, cette affaire n'était que le commencement d'une série. Dans son rapport de la quinzaine suivante, le Maréchal était encore obligé de signaler à Paris d'autres incidents qui, eux, constituaient des violations de neutralité

entre les occupants des deux rives du *Rio del Norte*, violations qui incombait aux Américains.

Du reste, le rapport qu'à la fin de juin le Maréchal adressait à son ministre des Affaires étrangères à Paris et où il signalait les autres incidents, contenait, au sujet des canons, des réflexions si judicieuses et si suggestives que j'en extrais certains passages d'un réel intérêt au point de vue du jugement qu'on peut porter sur son auteur. Ils prouvent péremptoirement que le Maréchal, outre qu'il tenait strictement son gouvernement au courant des moindres événements et des situations, était, en outre, avec lui, en complète et absolue communion de pensées et de sentiments.

28 juin 1865.

« Monsieur le Ministre,

.....
« Dans ma précédente dépêche du 10 juin, j'informais Votre Excellence que nous venions d'apprendre les événements qui s'étaient passés sur la frontière du Texas et je lui disais que j'avais conseillé à Sa Majesté l'Empereur de faire restituer le matériel américain qu'on avait indûment fait passer sur la rive mexicaine. L'Empereur a accueilli cette solution et des ordres ont été expédiés sans retard pour l'exécution de la décision impériale.

« J'espère que le Gouvernement des Etats-Unis appréciera l'empressement mis à faire cette restitution avant qu'aucune réclamation officielle ne soit parvenue à Mexico.

« *D'autant plus que nous aurions à revendiquer 3 pièces de canon et 300 rifles qui ont été abandonnés, l'année dernière, par Cortina sur la rive américaine. Il serait peut-être encore bon, à cet égard, d'engager M. Arroyo à réclamer ce matériel.* »

Cette réponse du berger à la bergère ne manque pas de saveur. Voici l'histoire qui me revient en mémoire. Le guerrier Cortina était un des lieutenants de Juarez. Il tenait la

campagne dans l'extrême-nord ; mais, poussé par nos troupes, à force de reculer, il fut acculé à la frontière et, pour éviter de tomber entre nos mains, il franchit le *Rio del Norte* et passa avec armes et bagages sur le territoire américain, où il trouva le salut, avec 3 canons et 300 riflés. A ce moment, les autorités américaines se sont bien gardées de remplir leur devoir de neutralité ; pourtant elles devaient nous rendre ce matériel de guerre qui valait mieux encore que les six canons de Slhaughter pour lesquels on a mené grand bruit jusqu'à Paris ! Mais il y a des gens qui ont pour devise : « Ce qui est bon pour soi, ne l'est pas pour les autres. »

C'est donc avec beaucoup de finesse qu'en rendant les canons Slhaughter, le Maréchal s'est donné le droit absolu de réclamer les armes de Cortina.

Je dois, du reste, faire remarquer à ce propos que, dans le texte même de la minute du rapport que j'ai sous les yeux, le paragraphe que j'ai souligné, relatif à Cortina, n'était pas dans le texte du projet de rapport rédigé par un officier du bureau politique, chargé, d'après les indications du Maréchal, de préparer la minute du rapport. Il a été ajouté au crayon, de la main même du Maréchal, dans la marge laissée vide pour les corrections. Après cette adjonction, le rapport primitif contient le paragraphe suivant relatif aux canons Slhaughter.

« La question de droit paraissait tellement claire, en cette occasion, qu'il m'a paru avantageux pour le Gouvernement mexicain de se créer un titre de reconnaissance auprès des Etats-Unis sans que ceux-ci puissent prétendre que la conduite suivie ressemblait à de la faiblesse ou à trop de complaisance. »

J'avoue qu'il a fallu au Maréchal une forte dose de naïveté pour se figurer que les Etats-Unis auraient de la reconnaissance pour son loyal empressement ! Les affaires sont les affaires.

Je continue les citations du rapport politique

« Depuis que la rive gauche du *Rio Grande* est retombée

sous la domination fédérale, plusieurs incidents, d'une nature irritante, sont venus s'ajouter au précédent et prouvent qu'il faut user de prudence de part et d'autre pour que le nouveau contact avec les Etats-Unis n'amène pas de complications.

« J'adresse à Votre Excellence la copie de la correspondance officielle échangée entre les généraux Mejia et Brown (Matamoros et Brownswill) au sujet de ces deux incidents ; l'un amené par un coup de feu qu'une sentinelle américaine a lâchement tiré sur deux officiers français et un médecin de la division Mejia, sur la rive opposée ; l'autre relatif à la saisie d'un bâtiment mexicain, descendant le fleuve, chargé de coton.

« La prétention des autorités fédérales serait, paraît-il, de saisir ainsi tout le coton sorti par la frontière du Texas lorsque cette frontière était sous la domination confédérée.

« L'incident relatif au coup de feu a provoqué une lettre personnelle et particulière du commandant de Brian au général Brown que les journaux de Matamoros ont publiée. Je n'en parle que pour mémoire, puisque cette lettre a conservé entièrement un caractère privé : la réclamation officielle appartenant au général Mejia.

« D'ailleurs, mon intention est de retirer prochainement de Matamoros la garnison française que j'y avais envoyée avec un caractère provisoire. Elle se retirera sur Monterey. La frontière sera ainsi gardée par l'armée mexicaine. Nos troupes ne seront qu'en seconde ligne. »

Cette mesure était sage et prudente ; elle produisit à Paris une impression rassurante ; mais je trouve encore, en marge de cette partie du rapport politique, une note supplémentaire ajoutée au crayon de la main du Maréchal, qui n'a pas dû produire, aux Tuileries, un aussi bon effet.

« Le général Mejia m'informe, par ses dernières dépêches, que quinze bateaux à vapeur américains se sont présentés chargés de troupes devant Brazos de Santiago. Ils doivent, dit-on, être suivis de nouveaux bâtiments qui porteront à

40 ou 50 mille hommes le corps d'observation sur la frontière du Texas. »

Dans un rapport qu'il adresse, le 10 juillet, à son ministre de la Guerre, le Maréchal revient sur ces incidents et, à propos de la saisie du bâtiment chargé de coton, il fait ressortir, d'après les renseignements fournis par le général Mejia, que cette opération est absolument illégale, attendu que ces cotons ont été achetés alors que les Confédérés étaient encore maîtres du Texas, que les sommes représentées par ces marchandises se trouvaient entre les mains de maisons de commerce du Mexique, ce qui démontrait que les opérations de vente étaient antérieures. Le Maréchal a donc le droit et le devoir d'écrire que : « Cette prétention de revenir sur des faits consommés avant que le Texas ne fût rentré dans l'obéissance fédérale paraît exorbitante. »

« Le général répond avec sagesse au général Brown que son caractère purement militaire ne lui permet pas de régler des questions de cette nature. J'ai encore insisté auprès du Gouvernement mexicain pour que des instructions bien nettes fussent envoyées sur la frontière, afin de ne pas laisser envenimer les questions pendantes et empêcher qu'elles ne deviennent ainsi plus difficiles à résoudre. »

Un fonctionnaire spécial avait, en effet, été nommé commissaire impérial à Matamoros; mais ce personnage ne se décidait pas à se mettre en route.

Du reste, à un point de vue général, la situation morale ne paraissait pas non plus satisfaisante, ainsi qu'il ressort de ce qu'écrivait le Maréchal dans ce même document. « Les rapports que je reçois du commandant de Brian me peignent la situation comme étant très tendue. Le quartier général des Fédéraux, à Bronswill, ne serait qu'un foyer d'intrigues et un lieu de rassemblement pour tous les ennemis de l'intervention. Les allures insolentes des Fédéraux dans les lieux publics et les milliers d'écrits pleins de promesses et d'irritations venus des Etats-Unis ont jeté beaucoup d'agitation dans la ville de Matamoros déjà assez mal disposée. »

D'autre part, le général Mejia formule des opinions très pessimistes au sujet de la concentration des troupes fédérales. Le Maréchal les communique dans ce même rapport :

« Le général Mejia envisage la concentration militaire avec un certain effroi parce que, dit-il, il suffisait de quelques milliers d'hommes pour maintenir le Texas dans l'obéissance fédérale.

« J'ai donné ordre au commandant de la station navale dans le golfe du Mexique de se faire tenir au courant, au moyen du stationnaire, des débarquements qui pourraient avoir lieu dans ces parages et de m'en informer immédiatement. »

Cependant, comme palliatif de ces indications pessimistes, le Maréchal ajoute :

« Les nouvelles venues de New-York par le dernier courrier au sujet des incidents, ont le même caractère rassurant que celles qui vous étaient parvenues par le courrier précédent. M. de Montholon m'écrit, à la date du 14 juin dernier, que le Gouvernement de Washington paraît devoir rester ferme dans la résolution de faire respecter la neutralité et de ne pas tolérer la soi-disant émigration.

« Mais il ne faudrait qu'une étincelle pour détruire tout le bon vouloir de l'administration de M. Johnson, laquelle serait, sur-le-champ, débordé par l'opinion publique. »

Il appert de ces extraits de documents, officiels au premier chef, combien ont été mal fondés les reproches adressés au Maréchal de ne pas éclairer son gouvernement sur la situation au Mexique; ces informations, que je viens de reproduire à l'égard de la politique extérieure qui devait attirer la plus vigilante attention, se retrouvent dans tous ses rapports de quinzaine, à tous les autres points de vue de la situation politique à l'intérieur, où celle-ci n'était, en réalité, matériellement satisfaisante que là où se trouvaient des troupes françaises.

On peut remarquer que, dans tous ses comptes rendus et les appréciations personnelles qui les accompagnent, le Ma-

réchal se maintient dans une réserve prudente, se gardant d'optimisme comme de pessimisme. Et pourtant ce qui paraît singulier, c'est que d'autres que lui se chargeaient, volontairement ou non, de semer l'inquiétude dans l'esprit du Gouvernement français et de l'opinion publique en France.

Déjà, dès la fin de juin, le ministre de la Guerre en entretenait le Maréchal qui, dans son rapport de fin juillet, s'efforçait très sincèrement de remettre les choses au point. Dans ce document, je relève des extraits qui me semblent utiles à connaître, car ils exposent très clairement la situation des esprits au Mexique.

Le 28 juillet.

« Monsieur le Ministre,

« Le dernier courrier m'a apporté la dépêche par laquelle Votre Excellence me témoigne les incertitudes qui se manifestent en France en ne voyant pas s'approcher l'heure d'une solution de la question mexicaine. Les rapports politiques que j'adresse chaque quinzaine à Votre Excellence, et particulièrement les trois derniers, ont pour but de l'éclairer sur la vraie situation des choses. Je cherche à y éviter l'exagération qu'apporte toujours l'optimisme ou le pessimisme et j'essaie d'y reproduire les impressions que me fait éprouver l'examen sérieux et impartial de la situation.

« Votre Excellence aura vu, par le résumé de mon dernier rapport du 10 juillet (n° 79), que je constate des progrès réels au point de vue de la reprise des affaires, signalant à la fois et l'augmentation survenue depuis l'année dernière dans le revenu des douanes de l'Empire et les contrats passés avec plusieurs compagnies pour l'entreprise de voies ferrées, des lignes télégraphiques et des paquebots à vapeur. On espère que le tronçon du chemin de fer de Mexico à Puebla pourra être livré l'année prochaine. Je ne doute pas que l'achèvement de cette ligne de Vera-Cruz ne permette d'établir, sur le parcours de cette voie de communication, une population échelonnée qui en assure la sécurité, en même

temps qu'elle trouvera dans l'écoulement facile de ses produits une grande source de richesse. J'engage la commission de colonisation, à qui j'en ai donné l'idée, à la réalisation la plus prompte de ce projet. L'établissement de cet artère vital constituera, à mon sens, le point de départ d'une ère nouvelle.

« Telle est une des solutions que peut amener l'avenir. Il n'est pas besoin de dire à Votre Excellence qu'elle est l'œuvre du temps. En France, on s'est toujours fait illusion sur le Mexique, croyant que ce pays pouvait être régénéré par un coup de baguette, et que ce coup de baguette une fois donné, on pourrait abandonner l'œuvre à elle-même. Peut-être eût-on pu obtenir un semblable résultat avec un peuple tel que celui des Etats-Unis où tous les esprits portés vers le travail et les affaires, ne demandent que la liberté de se livrer à leurs occupations, et surtout où la propriété territoriale est constituée tout différemment. Il est inutile de dire à Votre Excellence que ces qualités essentielles de la race anglosaxonne sont loin de se retrouver dans la population qui habite le Mexique. Et à cette difficulté provenant du caractère pour ainsi dire énérvé qu'ont acquis les races espagnoles transplantées dans les Amériques, vient s'ajouter celle qui résulte de la prolongation indéfinie de la guerre civile dans ce pays qui a continué l'annihilation politique et productive de la race indienne.

« Il semble donc qu'il eût été facile de prévoir que l'entreprise de la génération mexicaine ne devait pas être l'œuvre d'un moment et qu'il faudrait y consacrer tous les patients efforts qu'exigent en général les entreprises humaines.

« Le mot *solution* que l'on se répète en France et qui, au point de vue de notre pays, signifie rapatriement honorable des troupes et paiement de la dette, étonne donc une oreille qui a séjourné un certain temps au Mexique.

« Il n'y a de solution que dans le temps, puisque la France, en entreprenant une œuvre telle que celle-ci ne peut l'aban-

donner qu'après son achèvement, et cet achèvement est subordonné au développement de la colonisation. »

Cet exposé de la situation est absolument remarquable, et fait honneur à son auteur, qui, d'abord, a bien jugé et qui, surtout, a eu le grand courage et la grande loyauté de la mettre sans faiblesse, sans ménagements, sous les yeux de son gouvernement, puisque celui-ci, qui se laissait aveugler et hypnotiser par les appréciations les moins qualifiées, avait besoin qu'on rendit la lumière. Aussi je ne doute pas qu'à Paris, cette déclaration formelle et dépourvue d'artifices a dû produire une impression profonde dans l'esprit de l'Empereur Napoléon et de ses ministres.

J'ajouterai que ce jugement, porté sur la transformation économique, politique et sociale rêvée à l'égard de ce pays, est principalement fondé sur la situation particulière où il se trouve, et motivé par la façon dont est conduite l'œuvre même de la régénération, c'est-à-dire par un chef d'Etat qui n'a aucune des qualités nécessaires pour accomplir une pareille tâche, qui n'a aucune volonté ferme, ni ligne de conduite suivie, et se laisse balloter par les flots agités des passions multiples déchainées sur le Mexique.

La solution, la seule possible en vérité, était ce que le Maréchal ne pouvait pas écrire, puisque, dès l'origine de l'entreprise mexicaine, elle était dans l'esprit de l'Empereur Napoléon, c'est-à-dire le *Protectorat*, comme il fut fait plus tard à l'égard de l'Annam, du Cambodge, de la Tunisie, et cela même par les hommes politiques qui combattirent notre œuvre au Mexique. Mais le souverain ne pouvait pas encore découvrir sa pensée, et l'opposition gouvernementale en France, aveuglée ou mal intentionnée, ne lui permettait pas de le dire. La révélation de l'indispensabilité de cette solution devait venir du Mexique lui-même, et le moment approchait où Maximilien, sentant que son gouvernement était impuissant à régénérer le pays, devait passer la main à la France qui, seule, tenait la force nécessaire pour se maintenir sur son sol mouvant et disposer des éléments inépuisa-

bles de cette colonisation indispensable qu'elle prendrait aux Américains eux-mêmes dans l'exode des Confédérés que préparaient les Gwin, les Magruder et tant d'autres patriotes Sudistes. En quelques années, la régénération eût été un fait accompli.

On prétendra que les Américains du Nord auraient opposé leur veto ! c'est une erreur. Je donnerai, plus tard, les raisons pour lesquelles ils n'auraient pas bougé. A cette époque, ils eussent agi sagement.

Je reviens encore à ce rapport, qui contient, dans un autre ordre d'idées, une importante et très juste explication de l'état de trouble que le ministre signale dans les esprits en France et qui est le résultat des appréciations privées et individuelles, constituant, en quelque sorte, la rumeur publique, inspirée par les officiers du corps expéditionnaire à qui j'ai déjà reproché leur intempérance de langage et de plume parfois irréfléchie, trop souvent voulue, malheureusement.

Le Maréchal aborde franchement l'obstacle qui se dresse devant lui sous la plume du ministre, de son chef direct, et en détermine nettement la valeur pour en réduire l'importance.

« Votre Excellence mentionne, dans sa dernière dépêche, le langage tenu par les officiers rentrés du Mexique, ainsi que les impressions fâcheuses qui résultent de la plupart des correspondances.

« J'ai, à plusieurs reprises, recommandé aux officiers du corps expéditionnaire la plus grande réserve dans leurs paroles aussi bien que dans leurs écrits. Mais Votre Excellence sait combien l'esprit de critique est inhérent au caractère français et combien la vivacité qui nous est naturelle se trouve choquée d'être soumise au régime de la patience. Les officiers rapportent de leur contact avec les Mexicains et les étrangers, des impressions qui ne sauraient caractériser l'ensemble de la situation et qui, tout entières à un point